



Elections régionales et départementales :

Où sont passées la solidarité et la lutte contre l'exclusion ?

Les Départements et les Régions ont un grand rôle à jouer pour lutter contre la pauvreté et soutenir les associations. Elles en ont souvent fait la démonstration au moment de la crise sanitaire. Les Conseils départementaux ont en charge la solidarité et l'action sociale, et les Conseils régionaux contribuent aux politiques de formation, d'insertion, et d'emploi. Ces deux collectivités interviennent par ailleurs dans le soutien à la vie associative : elles sont au cœur des politiques de solidarité à l'échelon local.

Les Restos du Cœur appellent les listes candidates aux élections départementales et régionales à **mettre la solidarité et la lutte contre la pauvreté au cœur de leurs engagements pour répondre aux enjeux soulevés par la crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons**, alors que celle-ci a fragilisé les personnes en situation de précarité et a conduit de nouvelles personnes à avoir recours aux associations de solidarité.

Malheureusement, il faut constater que la lutte contre la précarité est presque totalement absente de cette campagne.

Priorités pour les Restos

- Soutien à l'aide alimentaire de qualité et aux circuits courts :

Durant le confinement, de nombreuses collectivités ont acheté des produits locaux et de qualité qui ont pu être distribués aux personnes en situation de précarité. **Nous demandons aux collectivités de généraliser ces initiatives** qui permettent de faciliter l'accès à une alimentation de qualité pour les plus démunis et de soutenir les associations d'aide alimentaire, particulièrement mobilisées depuis le début de la crise.

- Mise en place d'un revenu de solidarité pour les jeunes :

La crise a aggravé la situation de la jeunesse. Aux Restos du Cœur, une personne accueillie sur deux a moins de 25 ans. Les bénévoles constatent tous les jours l'accroissement de la précarité chez les jeunes, notamment chez les étudiants. Plusieurs initiatives ont été prises par les Restos pour développer leur aide mais c'est insuffisant : **il est indispensable d'expérimenter au niveau local la mise en place d'une allocation de solidarité ouverte aux jeunes de 18 à 25 ans** pour répondre à l'urgence sociale et lutter contre la reproduction de la pauvreté d'une génération à l'autre.

- Développement de l'Insertion par l'activité économique :

Les Restos ont développé plus d'une centaine d'ateliers et chantiers d'insertion (ACI) partout en France. Ils seront plus que jamais indispensables dans les mois à venir pour permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi de trouver le chemin de l'insertion. **Les Conseils départementaux et les Conseils régionaux doivent maintenir et même augmenter leur soutien à l'insertion par l'activité économique (IAE)** qui est un axe fort de leur politique à destination des plus éloignés de l'emploi.

- Lutte contre la fracture numérique et l'isolement :

La pandémie a accentué la fracture numérique et les difficultés d'accès aux droits pour les personnes en précarité les plus isolées. **Les collectivités doivent absolument se mobiliser pour réduire la fracture numérique** en développant des solutions d'accompagnement adaptées et en facilitant l'équipement informatique des personnes et des structures de solidarité.

Malgré leurs 2 000 centres d'activités, les Restos peinent à accéder aux populations rurales précaires qui ne peuvent se déplacer facilement. A l'urgence sociale s'ajoute celle de la réponse à l'isolement, qui s'est renforcée cette année. Depuis quelques années maintenant, les bénévoles de notre association s'investissent de plus en plus dans la création de centres de distribution itinérants pour apporter une aide à ces personnes.

Il est demandé aux collectivités d'aider les associations à l'acquisition de lieux de solidarité itinérants ou à l'ouverture de nouveaux centres dans les zones qui en sont aujourd'hui dépourvues. De même, la mobilisation du patrimoine immobilier des collectivités pour soutenir les missions des associations de solidarité est essentielle.

- Soutien aux départs en vacances pour les plus démunis :

Chaque année, les Restos permettent à plus de 5 000 personnes de partir en vacances, souvent pour la première fois de leur vie. L'association est notamment soutenue par l'Agence Nationale pour le Chèque vacances (ANCV) mais également par les Régions, qui doivent jouer un rôle majeur dans l'aide aux départs en vacances des personnes démunies. Souvent, les séjours organisés par les acteurs de solidarité permettent d'enclencher des dynamiques d'insertion : les vacances permettent de reprendre des forces pour se soigner, retrouver un travail, un logement, se former...

Les différents confinements ont rendu encore plus nécessaire le besoin de partir et permettre aux personnes de profiter de ce temps de respiration pour reprendre confiance en soi, rompre avec le quotidien, sortir de l'isolement, retisser des liens... Les départs en vacances contribuent de manière significative à l'emploi et au développement local.

Aussi, nous demandons à ce que le tourisme social et solidaire et le soutien aux départs en vacances des plus précaires soient plus fortement intégrés aux politiques sociales des collectivités, notamment des Régions.

Contact Presse : Association nationale des Restaurants du Cœur :
presse@restosducoeur.org - 01.53.32.23.14